



SECTION
DE LA
MOSELLE



L'INFO57

Bulletin d'information de la section locale F.O.-DGFIP

DÉCLARATION LIMINAIRE FO CTL DU 25 FÉVRIER 2022

Monsieur le Président,

2022: une année qui a commencé sous de mauvais augures, entre un contexte sanitaire dégradé et des restrictions minant le moral des citoyens. Moral encore plus impacté si on aborde le sujet du pouvoir d'achat!

FO dénonce sa dégradation pour les salariés du public comme du privé en lien avec une inflation provoquant une augmentation du poids des dépenses contraintes dans le budget des ménages.

Au niveau de la Fonction Publique, le gel de la valeur du point d'indice entraîne une rémunération alignée sur le SMIC des premiers échelons de la catégorie C, bientôt de ceux de la catégorie B, et place même les stagiaires de catégorie A au niveau de ce salaire minimum...

Quant au service public, force est de répéter que le NRP n'est en réalité qu'un ersatz de réseau, pour ne pas dire un leurre, et qu'il n'a de proximité que le nom! Pour FO-DGFIP, le service public de proximité, ce n'est pas le smartphone ou l'ordinateur, mais bel et bien des fonctionnaires et notamment des agents de la DGFIP suffisamment nombreux et bien formés pour répondre aux besoins des usagers. Loin de là, l'accueil de proximité que vous proposez n'est en fait qu'une boîte à lettre censée rappeler l'utilisateur via l'outil Contact. D'ailleurs, la défenseure des droits s'est elle-même fendue d'un rapport dans ce sens : le besoin d'humain se fait sentir chez les personnes fragiles, chez les jeunes, dans les déserts numériques.

Même les élus locaux en sont désormais conscients, et s'en émeuvent dans la presse : ils se sont laissés endormir par vos belles paroles, par des promesses que vous ne pouvez tenir, et ont signé la charte d'engagement les yeux fermés ! Une fois mis devant le fait accompli, ce n'est plus tout à fait la même histoire...

Et ils n'ont pas conscience du jour d'après : une fois les trésoreries fermées, les SGC créés, les départementalisations et les nationalisations de certaines tâches, quelle sera la phase d'après ? Regroupement des SGC en un ? Regroupement de tous les SIP ? Départementalisation du recouvrement de l'impôt au mieux et l'ouverture de portailpro.gouv depuis le 17/02/2022 qui augure encore de nouvelles suppressions d'emplois et réorganisations. Mais après tout, la DGFIP n'est engagée que jusqu'en 2026...

Nous rappelons aujourd'hui que, dans un contexte de réformes incessantes et de moyens humains en constante diminution, les agents, grâce à leur professionnalisme sans faille, tentent de maintenir le service public envers et contre tout... et surtout contre le pouvoir politique qui ne cherche qu'à le détruire !

Pendant la crise sanitaire, ils ont répondu présents avec professionnalisme et sens du service public pour soutenir l'économie du pays, démontrant ainsi à ceux qui en doutaient combien les missions de la DGFIP sont essentielles et au cœur de la République et combien les agents ont su s'adapter très rapidement aux nouvelles missions assignées comme le fonds de solidarité.

Malheureusement, les années se suivent et se ressemblent... En guise de reconnaissance, la DGFIP supprime 1506 emplois en 2022, comme prévu dans le Contrat d'Objectifs et de Moyens signé par le Directeur Général. Et en Moselle, cela se concrétise par 16 nouvelles suppressions d'emplois. Et pourtant vous-même, Monsieur le Président, vous vous plaignez dans la presse de manquer de bras dans votre département... Où est donc la cohérence ?

Cette nouvelle saignée dans les effectifs, pour être annoncée, n'en est pas moins insupportable pour les agents et lourde de conséquence pour l'exercice quotidien des missions au sein des services.

Nous le réaffirmons encore aujourd'hui : la maison DGFIP ne repose que sur l'exemplarité de ses agents ! Agents qui continuent de compenser, au prix de la dégradation de leurs conditions de travail et parfois même au prix de leur santé, les moyens qu'on leur refuse !

Car les chiffres le montrent clairement : le volume des heures écrêtées et des congés non pris dépasse chaque année le volume des suppressions d'emplois ! Jusqu'à quand cela pourra-t-il durer ?

Les remerciements, les grands discours, les petites primes (surtout non pérennes), le fonds d'amélioration du cadre de vie... tout cela ne suffit pas à contrer les effets délétères de ce marasme ambiant sur la confiance et la motivation des personnels, trop malmenés ces dernières années. La perte de sens dans le travail, l'inquiétude dans l'avenir, le fait de devoir toujours travailler dans l'urgence, la crainte de ne pas pouvoir faire face à la charge de travail, le sentiment de ne pas être compris par la hiérarchie... font malheureusement partie du quotidien de nos collègues et sont autant de facteurs qui participent à la dégradation de leur santé mentale.

Pour FO-DGFIP, la solution doit passer par l'arrêt immédiat des réformes structurelles, le rétablissement de structures de proximité de pléines compétence et l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois!

Pour FO-DGFIP, seule une revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice et du régime indemnitaire, ainsi que la refonte des grilles indiciaires permettront aux agents de retrouver un pouvoir d'achat décent après plus de 10 ans de stagnation du point d'indice. Cela permettrait par ailleurs d'augmenter la faible attractivité de notre administration auprès des publics extérieurs. Quoique sur ce point, vous êtes au top de la communication et de la propagande : la signature de la convention avec l'IAE le montre. Comment, nous manquerions de bras à la DDFIP Moselle ? On ne vous a jamais entendu le dire au sein de nos différentes instances. Les contractuels et les apprentis seraient LA solution ? En d'autres termes, selon vos dires, seule la précarité pourrait sauver le soldat DGFIP ? Les étudiants seraient donc prêts à gagner moins que le smic, à travailler dans des conditions de travail déplorables (dont vous ne parlez pas bien sûr!) dès leur sortie d'études... alors qu'ils peuvent gagner deux, trois, quatre fois plus... cinquante kilomètres au nord de Metz !

Ainsi donc, nos collègues d'Hayange et Sarrebourg seraient si tristes, qu'ils auraient besoin d'un peu de vie ?

Cet article, et vos déclarations sont offensants pour ces collègues, offensants pour l'ensemble des agents du département qui, tous les jours, font en sorte de limiter les dégâts causés par les décisions politiques que vous, Monsieur le Directeur, appliquez avec tant de zèle. Ces mêmes agents qui, tous les jours, travaillent avec une très grande conscience professionnelle, et feront toujours tout pour y arriver...

Sur le plan sanitaire, on constate une baisse du nombre de contaminations, et c'est enfin une bonne nouvelle !

Nous espérons toutes et tous une amélioration, une levée des restrictions, et retrouver un peu de sérénité et de convivialité dans les bureaux.

Car la tension sur le terrain est palpable : entre les télétravailleurs (consentis ou contraints) et les autres, entre les vaccinés et les non vaccinés (qu'il faut » emmmm » quoi qu'il en coûte comme diraient certains), avec les déménagements successifs dans certains services, les transferts de sites, les incertitudes sur l'avenir d'autres services (le CSB, le contrôle fiscal), rien ne va plus : et ce n'est pas parce que rien n'est mis dans le registre santé et sécurité qu'il ne se passe rien sur le terrain! Nous vous le disons : la plupart des agents ne feront jamais remonter leurs difficultés ou leur mal-être, car ils ne veulent pas risquer de représailles, même celles qui peuvent sembler anodines, de la part de leur hiérarchie.

Bref, on vient sur son lieu de travail, on fait ce qu'on peut du mieux qu'on peut, et on rentre chez soi. L'attrait pour son travail s'arrête là ! Cet attrait est désormais bien souvent purement alimentaire. Outre la rémunération, dont nous avons déjà parlé, voilà sans doute, Monsieur le Président, encore de vraies raisons du manque d'attractivité de la DGFIP.

Sur un des points à l'ordre du jour de ce CTL, vous nous annoncez la fermeture des caisses dans la plupart des sites du département. Vous ne nous donnez aucun chiffre, aucune statistique qui étaye vos conclusions.

Pourtant, les remontées de terrain nous indiquent un nombre important de paiements en espèces, et un nombre important de factures, notamment de syndicats des eaux, qui ne sont pas éligibles au paiement chez le buraliste.

Pour FO-DGFIP, cette suppression des caisses n'est possible que suite à la destruction du réseau de proximité de la DGFIP et à la suppression de plus de 20 000 emplois en 10 ans! Il s'agit purement et simplement d'une externalisation de missions de service public.

Pour Force Ouvrière, un bureau de tabac n'est pas un service public et le zéro cash est un pur abandon de mission. La suppression du paiement en numéraire dans nos services œuvrerait, à entendre nos dirigeants, à l'amélioration des conditions de travail, à l'allègement des tâches et à la lutte contre l'économie clandestine... Il n'en demeure pas moins que c'est surtout le principal motif de visite dans nos services! Et supprimer le paiement cash n'est qu'un pas de plus vers l'abandon de l'accueil physique généraliste. Le public n'est plus le bienvenu dans nos services qui bientôt, ne pourront même plus porter le nom de service public. Comme le disait un précédent directeur général, « il faut désintoxiquer l'usager de l'accueil physique ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que vous et l'ensemble des directeurs faites tout pour y parvenir. Peu vous importent les besoins de la population et l'inégalité d'accès aux services publics.

Pour FO-DGFIP, la DGFIP est bien davantage qu'une administration de processus qu'il faudrait continuer à rationaliser ! Elle est bien davantage qu'un réservoir à économies, qui vit sous perfusion comme employeur de salariés précaires, non formés, sous-payés et jetables.

Pour FO, le NRP, c'est encore et toujours NON !